



Prendre l'environnement en compte

PREETY BHANDARI décrit le rôle crucial que pourrait jouer l'Inde dans la lutte contre les changements climatiques

L'équilibre des négociations sur les changements climatiques est délicat et les deux prochaines années seront sans doute cruciales pour effectuer le moindre progrès sur un engagement international visant à s'y attaquer. L'Inde pourrait assumer un rôle crucial pour faire avancer les efforts dans ce sens, mue par des aspirations économiques autant que politiques, dans l'euphorie d'être parvenue à se hisser sur la scène internationale.

Ses aspirations économiques sont évidentes, comme en témoignent ses efforts sans relâche et sa volonté affirmée de maintenir la croissance de son PIB au-dessus de 8 % par an. Cependant, c'est cette croissance économique même qui attire l'attention sur l'empreinte probable de l'Inde en termes de gaz à effet de serre, et sur celle d'autres pays en développement émergents parmi lesquels la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Mexique. On prévoit que la demande énergétique de l'Inde sera bientôt parmi les plus élevées du monde, mue par une croissance économique soutenue, une augmentation des revenus et un accès accru aux biens et

services. Tous ces facteurs s'accompagneront inévitablement d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Les pires craintes pourraient toutefois être infondées. En effet, cette croissance économique s'accompagne de nombreuses réformes et initiatives qui ont le potentiel de la découpler de ses implications environnementales.

Des simulations effectuées dans le cadre de modèles énergie-économie-environnement ont clairement montré que les politiques et programmes menés actuellement pourraient infléchir l'augmentation des émissions d'environ 20 %. Ces mesures, largement dictées par l'intérêt national, pourraient être appuyées par un soutien technologique ou financier de la communauté internationale, qui permettrait à l'Inde de poursuivre une voie de développement plus verte. Les progrès faits récemment avec les Etats-Unis, que ce soit au niveau bilatéral ou multilatéral par le biais du Pacte entre l'Asie et le Pacifique sur le développement propre et le climat, en sont des manifestations. Certains disent toutefois que ce sont des impératifs politiques, plutôt qu'un engagement envers l'atténuation des changements climatiques, qui motivent ce partenariat en faveur du développement.

Le défi du développement

Face à la pression croissante exercée sur l'Inde pour qu'elle s'engage d'une manière ou d'une autre à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, il faut que ce pays dise clairement que ses avancées en termes de développement, telles que le monde les perçoit, incarnées par une bourgeoisie naissante au pouvoir d'achat élevé et l'apparition d'îlots résidentiels de prospérité, ne donne qu'une image incomplète de son modèle de développement. Une grande partie de sa population en est encore au niveau de la subsistance et il lui reste donc encore à relever une grande partie des défis que représente son ►



Joerg Boethling/Still Pictures

développement. C'est seulement quand toute la population sera sortie de la misère que tous les discours sur les avancées de l'Inde seront pleinement justifiés.

Il est foncièrement injuste d'imposer des restrictions à l'Inde, qui ne fait qu'entamer son développement, d'autant que ses émissions de CO₂ par habitant en 2030 seront encore moindres que la moyenne mondiale de 2000, qui s'élevait à 3,8 tonnes. En outre, les impacts négatifs des changements climatiques affecteront de façon disproportionnée les pauvres des pays en développement, y compris en Inde, ce qui exacerbera leur situation déjà précaire.

Le changement climatique

Les deux tiers des terres cultivables de l'Inde sont vulnérables à la sécheresse, car tributaires des pluies de mousson, qui varient fortement en fonction des années, des saisons et des régions. En outre, 40 millions d'hectares de terres sont sujets aux inondations. En moyenne, 8 millions d'hectares, et 30 millions de personnes, sont touchés tous les ans. Pendant les saisons qui précèdent et qui suivent la mousson, le littoral, en particulier la côte Est, est vulnérable face aux cyclones tropicaux. Rien qu'en 2001, plus de 20 000 personnes ont trouvé la mort en Inde suite à des inondations, des sécheresses ou des tremblements de terre, et ces catastrophes ont affecté près de 40 millions de personnes. Il est probable que ces phénomènes extrêmes s'aggraveront avec les changements climatiques, alors que le sous-développement, et donc le manque de ressources pour se protéger des catastrophes naturelles, pèseront lourd sur la capacité à s'y adapter. Lorsqu'il devra décider comment faire face au futur régime climatique, le Gouvernement indien devra prévoir les dispositifs et les programmes nécessaires pour les anticiper, ainsi que les dépenses connexes. Pour toutes ces raisons, il serait impensable, à ce stade, que l'Inde

compromette la vitalité de son développement dans l'intérêt du climat.

La seule manière de s'assurer que l'Inde inclue une certaine forme de responsabilité liée à son empreinte future sur le climat est de la pousser à prendre en compte les considérations environnementales lors de la planification. Les responsables politiques du pays devront donc veiller à ce que la demande croissante d'énergie soit satisfaite, dans la mesure du possible, par des sources d'énergie et des technologies non nocives pour l'environnement. En même temps, les questions liées à la sécurité de l'environnement et des ressources naturelles comme l'eau et la nourriture doivent être mises suffisamment en avant pour susciter un changement d'idéologie qui les mette au service de la croissance tout en assurant l'adaptation des réponses politiques en vue de s'attaquer aux impacts de la variabilité et des changements climatiques prévus. Il est temps que les responsables politiques s'imprègnent du vocabulaire des changements climatiques. La poignée d'instituts de recherche engagés dans ce domaine et les quelques négociateurs qui représentent le pays ont un rôle primordial à jouer dans l'information et l'éducation de la classe politique. Si l'Inde parvient à inclure ces considérations dans son processus de planification, elle montrera la voie et apparaîtra comme une puissance émergente proactive qui se soucie de l'environnement non seulement au niveau local mais aussi au niveau mondial.

L'avenir du monde

Les aspirations politiques de l'Inde au plan international comprennent le désir d'être perçue comme chef de file des pays en développement, comme elle y a si bien réussi par le passé au sein du mouvement des non alignés, lors de la formulation du mandat de Berlin pendant les négociations sur les changements climatiques et, plus récemment, lors des pourparlers au sein de l'OMC. L'Inde a besoin d'une nouvelle image si elle souhaite accroître sa légitimité en tant que puissance politique mondiale et si elle veut être un négociateur convaincant et puissant se faisant l'écho des intérêts des pays en développement. Ce dont elle a besoin, c'est peut-être de se doter d'une nouvelle identité et de revoir ses repères économiques et culturels et surtout, idéologiques, face aux autres pays, pour ne pas s'isoler sur le plan régional et mondial et pour construire et renforcer l'image d'un pays disposé à être un partenaire et à contribuer au développement pour tous. L'Inde essaie actuellement de se rapprocher de l'Afrique et de l'Amérique latine, et aussi de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, mais il faudra bien qu'elle finisse par tenir compte de toutes les considérations stratégiques, dont l'environnement fait partie.

L'ordre du jour climatique offre à l'Inde une autre chance de poursuivre son développement tout en étant perçue comme un leader politique jouissant d'une certaine estime car mettant en avant les préoccupations des pays en développement ■

Preety M. Bhandari est Directrice de la Division d'analyse politique au TERI, en Inde. Les opinions présentées dans cet article le sont à titre individuel et peuvent ne pas refléter celles de son institution